

Point de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République et Gerhard Schröder, Chancelier d'Allemagne, sur la préparation du Conseil européen de Berlin, la démission de la Commission et l'échec de la conférence sur le Kosovo, Paris le 19 mars 1999.

LE PRÉSIDENT - Bien, Mesdames, Messieurs, dans le cadre de sa tournée des capitales, exercice traditionnel pour la Présidence, le Chancelier est venu, ce matin, évoquer avec nous la situation telle qu'elle se présente avant le Conseil de Berlin.

Nous avons évoqué l'ensemble de la négociation et j'ai fait part au Chancelier des problèmes qui se posaient encore à la France en ce qui concerne le paquet agricole. Nous avons également souligné l'importance qu'il y avait à maintenir la stabilisation des dépenses. Les discussions vont naturellement continuer jusqu'au Sommet de Berlin.

Par ailleurs, nous avons évoqué le problème posé par la démission de la Commission. J'ai indiqué au Chancelier que la France soutiendrait les efforts de la Présidence dans ce domaine, en particulier pour obtenir la nomination d'un nouveau Président et d'une nouvelle Commission dans les délais les plus brefs possibles.

Enfin, nous avons bien sûr évoqué le problème du Kosovo pour constater une parfaite identité de vues entre nous.

LE CHANCELIER SCHROEDER - A Berlin, il conviendra d'apporter la preuve que l'Union européenne est capable d'agir. Il est nécessaire, par conséquent, d'arriver à un compromis raisonnable qui sauvegarde les intérêts de tous et de chacun. Je suis convaincu que cela est possible et nous continuerons d'y œuvrer dans les jours à venir. Il s'agit de concilier discipline budgétaire, limitation des dépenses, à travers une juste répartition de l'effort.

Il n'y a pas que la France qui a encore certains desiderata sur des points particuliers de l'Agenda 2000, c'est également le cas d'autres Etats membres. En ce qui concerne maintenant la politique agricole, aussi bien en tant que présidence allemande de l'Union qu'en tant que République fédérale d'Allemagne, nous avons dans nos propositions tenu compte d'un souci qui tenait très à cœur à la partie française en renonçant au cofinancement. Nous pensons que cette décision est un très grand succès pour la politique agricole française. Et lorsque la présidence allemande a pris cette décision, croyez bien que cela n'a pas entraîné que des réactions de satisfaction de la part des autres Etats membres, il y a également eu des réactions quelque peu différentes. Mais, en tout cas, nous avons, par cette mesure, pu sauvegarder des intérêts tout à fait essentiels et il était bien de le faire compte tenu de l'histoire européenne. Donc, d'ici Berlin, il y a encore du travail à accomplir.

Maintenant, pour ce qui est de la mise en place de la nouvelle Commission, j'ai la grande satisfaction de bénéficier de l'appui, et du Président de la République et du Premier ministre, pour que cette question avance le plus rapidement possible dans l'intérêt de l'Union européenne. Il conviendra donc, et nous le ferons à Berlin, de nous mettre d'accord sur une procédure afin d'arriver rapidement à la nomination d'un nouveau président de la Commission.

En ce qui concerne le Kosovo, nous avons constaté que la délégation des Albanais du Kosovo a

signé l'accord résultant des négociations. C'est également ce que nous avions escompté de la part de la délégation yougoslave. Malheureusement nos espoirs ont été déçus sur ce point. Milosevic est désormais seul responsable de cette situation et assumera seul la responsabilité de ce qui se passera si une signature de dernière minute ne devait pas intervenir.

Maintenant il faudra des discussions entre les experts pour voir à quelle vitesse un certain nombre de mesures devront être prises afin de ne pas mettre en danger les observateurs de l'OSCE.

LE PRESIDENT : Sur le Kosovo, je voudrais ajouter que naturellement les progrès ont été importants à la suite des négociations de Rambouillet, puisqu'un projet d'accord a été mis sur la table. Il était à mon avis juste et équilibré. Ce projet a été souscrit, adopté et accepté par les Kosovars et malheureusement rejeté par la partie serbe, ce que je regrette. Je ne pense pas qu'il y ait lieu maintenant de poursuivre cette négociation et, conformément au cadre général qui avait été dressé au départ, il appartient au Secrétaire Général de l'OTAN de voir avec le groupe de contact et les membres de l'Alliance atlantique dans quelles conditions les conséquences doivent en être tirées. Naturellement, le Président Milosevic, de ce point de vue, je le répète, porte l'entière responsabilité de la situation et de ses conséquences.

QUESTION : Monsieur le Président, Monsieur le Chancelier, est-ce que l'on peut faire le constat que sur le dossier agricole aucun progrès n'a été enregistré et que la situation est toujours celle de la confrontation ? D'autre part, peut-on conclure, à partir de ce que vous avez dit, que l'Allemagne et la France se sont mises d'accord sur un candidat au poste de Président de la Commission qui serait nommé avant les élections européennes ?

LE CHANCELIER SCHROEDER : La France et l'Allemagne ne se sont jamais trouvées dans une situation de confrontation. Un tel cas de figure est d'ailleurs inimaginable. Dès lors, votre question est incompréhensible. La France et l'Allemagne ont toujours le souci de faire progresser les choses, je crois que cela est véritablement une lapalissade aussi bien aujourd'hui que demain, à Berlin. En ce qui concerne la question sur les personnes, bien sûr nous avons également parlé de personnes, de candidatures, mais dans la plus stricte confidentialité. Et étant donné notre très grande confiance dans nos interprètes, il est évident que pas le moindre mot ne filtrera de ces échanges et il convient que les choses se passent ainsi. En effet, dans une telle situation, qui est celle que nous connaissons, si l'on commençait à faire des déclarations publiques sur telle ou telle personne, on ne ferait que du tort aux intéressés. Étant donné que nous avons affaire à des personnalités éminemment intègres, pourquoi voulez-vous que nous leur fassions du tort ?

QUESTION : En ce qui concerne les problèmes agricoles entre la France et l'Allemagne, est-ce qu'ils sont vraiment définitivement réglés puisque vous nous avez dit qu'il ne restait que des points de détail ? Pourtant, si on lit les journaux, apparemment les paysans vont encore continuer de manifester ces jours-ci ?

LE CHANCELIER SCHROEDER : Je n'ai pas vraiment l'intention de briguer la présidence des syndicats agricoles français, donc je ne peux pas répondre en ce qui concerne la situation des paysans français. C'est une affaire qui est strictement interne à la France et je dirais même interne à l'agriculture française.

LE PRESIDENT : Pour être franc, il y a encore des divergences de vues entre nous sur ce que l'on appelle le paquet agricole. Certes, il y a eu sous présidence allemande des progrès mais ils ne sont pas considérés par la partie française comme suffisants, ni satisfaisants. Par conséquent, nous continuons la discussion et la négociation pour aboutir à un paquet d'ensemble que nous souhaitons voir adopter à Berlin, mais qui comporte un paquet agricole qui soit acceptable pour la France, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

QUESTION : Le Chancelier a dit que vous avez discuté du candidat pour la présidence de la Commission européenne, mais est-ce que cela veut dire que vous n'êtes pas d'accord sur les candidats encore ?

LE PRESIDENT - Le Chancelier et moi partageons tout à fait la même idée sur les candidats possibles, mais ce n'est pas à nous deux de choisir un candidat. On le choisira à Quinze, alors cela ne me permet pas aujourd'hui de vous faire de confidences.

LE CHANCELIER SCHROEDER : Je suis tout à fait d'accord avec ce que le Président vient de

LE CHANCELIER SCHROEDER : Je suis tout à fait d'accord avec ce que le Président vient de dire, je préciserai simplement qu'aucun de nous deux n'est candidat à ce poste.

LE PRÉSIDENT - Merci.